Geopolitical International Council over West Asia and Al-Quds

المجلس الدولي الجيوسياسي
حول غرب آسيا و القدس

Teoría Contra-Geopolítica Anticolonialista de Al-Quds (TCGAQ)

Autor: Abu Faisal Sergio Tapia
ORCID: 0009-0002-5656-3315

CONSEIL GÉOPOLITIQUE INTERNATIONAL SUR L'ASIE OCCIDENTALE ET AL-QUDS
Think Tank de Al-Quds Libération

Traité général et développement opérationnel :
Théorie contre-géopolitique anticolonialiste d'Al-Quds (TCGAQ)

Auteur : Abu Faisal Sergio Tapia
Chercheur principal et formulateur doctrinal
ORCID : 0009-0002-5656-3315

Formulaire d'indexation et d'inscription académique : juin 2026

• **Entité de publication :** Conseil géopolitique international sur l'Asie occidentale et Al-Quds

• **Classification thématique** : Théorie politique | Relations internationales | Études décoloniales

• **Domaines d'indexation :** Géopolitique du Sud global | Multipolarité | Philosophie politique

• **Dépôt numérique :** Zenodo (accès libre)

• **Identifiant numérique (DOI) :**

https://doi.org/10.6084/m9.figshare.32658387
10.5281/zenodo.20650077

• **Année de publication :** 2026
Comment citer ce document (norme APA/ISO) :

Tapia, AFS (2026). Traité général et développement opérationnel : Théorie contre-géopolitique et anticolonialiste d'Al-Quds (TCGAQ). Conseil géopolitique international sur l'Asie occidentale et Al-Quds.
Dépôt : https://doi.org/10.6084/m9.figshare.32658387
Zénodo. DOI : 10.5281/zenodo.20650077

Résumé
Ce document constitue une contribution fondamentale, conçue et soutenue par le Conseil géopolitique international pour l'Asie occidentale et Al-Quds. Sa publication coïncide avec la commémoration importante du dixième anniversaire d'Al-Quds Libération, quotidien géopolitique multipolaire de Palestine et d'Asie occidentale, fort de plus de 3 700 éditions et d'une unique édition internationale en arabe, espagnol, persan, français, anglais et chinois. Cette publication a consolidé son rôle de voix critique et de source d'analyse géopolitique dans la région. L'objectif principal de cette étude est d'articuler et d'organiser systématiquement les principes et les fondements conceptuels de la Théorie contre-géopolitique anticolonialiste d'Al-Quds, connue sous l'acronyme TCGAQ. Cette théorie a été développée par Abou Faisal Sergio Tapia, expert en géopolitique de l'Asie occidentale et de la Palestine, qui a consacré ses recherches à l'analyse des dynamiques de pouvoir mondiales dans une perspective critique et décoloniale. En systématisant ces fondements, le document présente non seulement les idées centrales de l'auteur, mais les structure également en un cadre cohérent et applicable à l'analyse et à l'action dans le contexte géopolitique complexe actuel. Il détaille les composantes clés de la théorie, de ses prémisses les

plus fondamentales à ses implications opérationnelles, offrant ainsi des orientations claires pour comprendre et relever les défis posés par l'ordre mondial actuel.

Cette étude examine la Théorie contre-géopolitique anticolonialiste d'Al-Quds (TCAQ) comme un cadre d'analyse englobant les dimensions épistémologique, critique et stratégique. Son principal objectif est de promouvoir une rupture décisive avec l'ordre mondial unipolaire actuel, caractérisé par la concentration du pouvoir dans un centre hégémonique unique. La théorie analyse rigoureusement les fondements de la géopolitique classique, un courant de pensée historiquement eurocentré. Ce faisant, la TCAQ propose une transformation radicale de la manière dont le conflit régional est appréhendé et traité. Son approche consiste à situer Al-Quds, la ville de Jérusalem occupée depuis 1967, non pas simplement comme un espace de différend territorial ou un autre théâtre de conflit régional, mais comme un axe analytique central. De ce point de vue, une résistance s'articule, à la fois épistémique (remettant en question les formes dominantes de savoir et les récits.) et stratégique (développant des actions concrètes.) Cette résistance est dirigée contre la dynamique de l'hégémonie anglo-américaine et contre les structures coloniales d'occupation qui persistent dans la région et qui ont façonné le paysage politique et social pendant des décennies.

En outre, le document explore l'évolution catégorielle de ce modèle théorique. À cette fin, il établit des liens essentiels entre les contributions historiques de penseurs clés tels que Frantz Fanon, dont les idées sur la décolonisation psychopolitique sont fondamentales, et Ghassan Kanafani, qui a exploré la littérature comme forme de résistance. Ces fondements historiques sont liés à des dimensions cruciales du présent, comme le concept de souveraineté informationnelle, qui porte sur le contrôle et l'autonomie en matière d'information et de technologie à l'ère numérique. Le document examine également la « vidage médiatique », qui désigne la manipulation et la distorsion de l'information par les médias hégémoniques, et l'architecture multipolaire, qui décrit la configuration émergente d'un

système international à multiples centres de pouvoir.

La thèse centrale de ce traité est l'émancipation mondiale et l'instauration d'un ordre international véritablement pluricentrique, où de multiples acteurs souverains coexistent en équilibre. Cet ordre repose structurellement et fondamentalement sur la résolution de l'enclave coloniale en Palestine. Cette résolution implique non seulement la fin de l'occupation, mais aussi le rétablissement intégral de la souveraineté sur Jérusalem. Selon le TCGAQ, la justice en Palestine n'est pas une question régionale secondaire, mais bien le baromètre moral et politique qui déterminera la viabilité d'un avenir mondial plus juste et équitable.

Mots-clés : Cette étude aborde des concepts clés tels que la contre-géopolitique, une approche qui remet en question les dynamiques de pouvoir traditionnelles. Elle se concentre sur Jérusalem comme axe central d'analyse. La décolonisation est un processus fondamental pour comprendre la libération des structures imposées. La multipolarité décrit la redistribution du pouvoir mondial. La souveraineté informationnelle est cruciale pour l'autonomie à l'ère numérique. Enfin, elle porte sur l'Asie occidentale comme région géographique d'étude.

Abstrait

Ce document constitue une contribution fondamentale, conçue et soutenue par le Conseil géopolitique international pour l'Asie occidentale et Al-Quds. Sa publication s'inscrit dans le cadre des commémorations importantes du dixième anniversaire du journal Al-Quds Libération, organe géopolitique multipolaire de Palestine et d'Asie occidentale qui, avec plus de 3 700 éditions, lance sa première édition internationale en arabe, espagnol, persan, français, anglais et chinois – un média qui a consolidé son rôle de voix critique et de source d'analyse géopolitique dans la région. L'objectif principal de cette étude est d'articuler et d'organiser systématiquement les principes et les fondements conceptuels de la Théorie de la contre-géopolitique anticoloniale d'Al-Quds (TCGAQ). Cette théorie a

été développée par l'expert en géopolitique de l'Asie occidentale et de la Palestine, Abou Faisal Sergio Tapia, qui a consacré ses recherches à l'analyse des dynamiques de pouvoir mondiales dans une perspective critique et décoloniale. En systématisant ces fondements, le document présente non seulement les idées centrales de l'auteur, mais les structure également en un cadre cohérent et applicable à l'analyse et à l'action dans le contexte géopolitique complexe actuel. Cette explicitation met en lumière les composantes clés de la théorie, de ses prémisses les plus fondamentales à ses implications opérationnelles, offrant ainsi un guide clair pour comprendre et relever les défis posés par l'ordre mondial actuel.

Cette étude examine la Théorie contre-géopolitique anticolonialiste d'Al-Quds (TCGAQ) comme un cadre de pensée englobant des dimensions épistémologiques, critiques et stratégiques. Son principal objectif est de promouvoir une rupture décisive avec l'ordre mondial unipolaire actuel, caractérisé par la concentration du pouvoir dans un centre hégémonique unique. La théorie analyse rigoureusement les postulats fondamentaux de la géopolitique classique, un courant de pensée historiquement eurocentré. Ce faisant, la TCGAQ propose une transformation radicale de la compréhension et de la gestion du conflit régional. Son approche consiste à positionner Al-Quds, la ville de Jérusalem occupée depuis 1967, non pas comme un simple espace de différend territorial ou un autre scénario de conflit régional, mais comme un axe analytique central. À partir de ce point d'ancrage, une résistance s'articule, à la fois épistémique – remettant en cause les formes dominantes de savoir et les récits – et stratégique, élaborant des plans d'action concrets. Cette résistance est dirigée contre la dynamique de l'hégémonie anglo-américaine et contre les structures coloniales d'occupation qui persistent dans la région et qui ont façonné le paysage politique et social pendant des décennies.

En outre, le document explore l'évolution catégorielle de ce modèle théorique. À cette fin, il établit des liens essentiels entre les contributions historiques de penseurs clés tels que Frantz Fanon, dont les idées sur la

décolonisation psychopolitique sont fondamentales, et Ghassan Kanafani, qui a exploré la littérature comme forme de résistance. Ces fondements historiques sont liés à des dimensions cruciales du présent, comme le concept de **souveraineté informationnelle**, qui porte sur le contrôle et l'autonomie en matière d'information et de technologie à l'ère numérique. Le document examine également la **manipulation des médias**, qui désigne la manipulation et la distorsion de l'information par les médias hégémoniques, et l'**architecture multipolaire**, qui décrit la configuration émergente d'un système international à multiples centres de pouvoir.
La thèse centrale de ce traité est que l'émancipation mondiale et l'instauration d'un ordre international véritablement pluricentrique – où coexistent en équilibre de multiples acteurs souverains – dépendent structurellement et fondamentalement de la résolution de l'enclave coloniale en Palestine. Cette résolution implique non seulement la fin de l'occupation, mais aussi le rétablissement complet de la souveraineté sur Al-Qods. Selon le TCGAQ, la justice en Palestine n'est pas une question régionale secondaire, mais bien le baromètre moral et politique qui déterminera la viabilité d'un avenir mondial plus juste et équitable.

Mots-clés : Cette étude aborde des concepts clés tels que la **contre-géopolitique**, une approche qui remet en question les dynamiques de pouvoir traditionnelles. Elle se concentre sur **Al-Quds** comme axe central d’analyse. La **décolonisation** est un processus fondamental pour comprendre la libération des structures imposées. La **multipolarité** décrit la redistribution du pouvoir mondial. La **souveraineté informationnelle** est cruciale pour l’autonomie à l’ère numérique. Enfin, elle se concentre sur l’**Asie occidentale** comme région géographique d’étude.

Introduction et énoncé de la thèse

La Théorie Contre-Géopolitique Anticoloniale d'Al-Quds (TCAA) se présente comme un corpus de pensée structuré, profondément critique, épistémique et stratégique. Son objectif principal est de remettre en question l'ordre mondial unipolaire actuel, administré et maintenu par les puissances occidentales. Ce cadre théorique ne se limite pas à une critique passive, mais propose activement une réorganisation fondamentale du système international. Il vise à construire une architecture mondiale fondée sur des centres de pouvoir souverains, interconnectés et égaux. Sa vision à long

terme est de démanteler les hiérarchies coloniales héritées qui persistent et, simultanément, d'assurer le développement autonome et digne des nations du Sud, permettant à chacune de tracer sa propre voie sans imposition extérieure.

L'axe central de son analyse, son fondement intellectuel et son orientation opérationnelle se situent à Al-Quds, capitale historique et légitime de l'État de Palestine. Cette ville, actuellement sous occupation coloniale au XXIe siècle, n'est pas un simple décor, mais le point de départ et d'arrivée de la théorie. Au sein du cadre conceptuel complexe de la TCGAQ, Al-Quds transcende une simple délimitation cartographique ou une réduction analytique qui la confinerait à un conflit régional. Elle est plutôt conçue comme un symbole universel de résistance civilisationnelle, représentant la lutte de l'humanité pour la justice et la dignité. Elle est considérée comme l'épicentre d'où peut émerger la rupture définitive de l'hégémonie unipolaire – une hégémonie qui, selon la théorie, est incarnée par le bloc anglo-américain-sioniste.

L'occupation continue d'une capitale historiquement et culturellement riche par des forces militaires révèle de manière flagrante et dramatique la défaillance ontologique du droit international tel que nous le connaissons – un droit principalement élaboré selon une perspective occidentale. Pour la Théorie des Aspects Juridiques Globaux de la Justice Internationale (GLAQ), l'occupation de Jérusalem représente une contradiction insoutenable au cœur même du système juridique mondial. Par conséquent, cette théorie postule que la libération et l'intégrité souveraine de Jérusalem ne doivent pas être considérées comme une question périphérique ou secondaire sur la scène internationale. Au contraire, ces conditions sont indispensables et constituent un baromètre politique crucial pour évaluer l'efficacité et l'authenticité de tout processus de décolonisation à l'échelle mondiale. La situation à Jérusalem, dès lors, n'affecte pas seulement la Palestine, mais est aussi un indicateur essentiel de la justice mondiale.

Cadre théorique et généalogie épistémologique

Articulation et évolution des catégories de décolonisation au XXIe siècle.
La Théorie Contre-Géopolitique Anticoloniale d'Al-Quds (TCGAQ) n'émerge pas comme une idée isolée au sein du vaste corpus des sciences politiques. Au contraire, elle s'inscrit de manière dynamique et profonde dans la riche tradition critique de la pensée décoloniale et anti-impérialiste issue des pays du Sud et dialogue avec elle. Ses antécédents fondamentaux résident dans la gnose politique de la décolonisation psychopolitique proposée par Frantz Fanon, penseur essentiel pour comprendre l'impact du colonialisme sur la psyché des colonisés, et dans l'anthropologie de la littérature de résistance articulée par Ghassan Kanafani, qui a démontré comment l'art peut constituer un champ de bataille. Cependant, la proposition développée par Abu Faisal Sergio Tapia dépasse la simple continuation de ces idées. Elle implique un saut qualitatif significatif et une rupture épistémologique nécessaire et urgente pour appréhender les asymétries de pouvoir complexes qui caractérisent l'ordre international contemporain. La TCGAQ, par conséquent, s'appuie sur ces fondements et les adapte aux défis spécifiques du XXIe siècle, offrant ainsi de nouveaux outils conceptuels.

Matrice de démarcation et d'évolution scientifique.
Ce tableau vise à clarifier la relation entre le contexte historique et les nouvelles formulations du TCGAQ, en montrant comment la théorie d'Abu Faisal Sergio Tapia développe et actualise les concepts clés pour le XXIe siècle.

Axe d'analyse.
Le TCGAQ organise son analyse autour de plusieurs axes thématiques qui permettent une compréhension multidimensionnelle du colonialisme et de la résistance.

Contexte historique.
Elle fait référence aux piliers intellectuels sur lesquels repose le TCGAQ, reconnaissant la contribution des penseurs précédents.
TCGAQ. Elle représente la formulation actualisée et élargie de la théorie,

qui intègre et dépasse les perspectives précédentes pour aborder les complexités du présent.

Sujet et territoire.
Cet axe examine comment les acteurs et les espaces géographiques sont conçus dans la lutte anticoloniale.

Fanon : Libération nationale et décolonisation psychopolitique. Dans ses œuvres marquantes, Frantz Fanon a centré son analyse sur la lutte des peuples colonisés pour leur libération politique et sur la nécessaire décolonisation de l'esprit face aux séquelles psychologiques de l'oppression coloniale. Il s'est intéressé à l'émergence de l'État-nation et à la subjectivité de l'individu opprimé.
Contre-géopolitique multipolaire et institutionnelle.

Le TCGAQ étend ce concept à l'échelle mondiale, reconnaissant que la décolonisation du XXIe siècle transcende les frontières nationales. Il vise à construire un ordre multipolaire où plusieurs centres de pouvoir souverains résistent à l'hégémonie. De plus, il privilégie l'action par le biais de structures institutionnelles et d'alliances entre les États du Sud, allant au-delà de la simple guerre armée ou psychologique.

Dimension discursive.
Elle examine comment le récit, la culture et l'information sont utilisés comme outils de domination ou de résistance.

Kanafani : Littérature de résistance et identité culturelle. Ghassan Kanafani soulignait l'importance de la production culturelle et littéraire comme front essentiel de la résistance contre l'occupation. Pour lui, préserver l'identité et la mémoire par le récit constituait un acte révolutionnaire. Son œuvre s'intéressait à la manière dont la littérature palestinienne forgeait et préservait l'identité collective.

Souveraineté de l'information et vidage des médias.

La Théorie contre-géopolitique anticolonialiste d'Al-Quds (TCGAQ) applique ce concept à l'ère numérique et informationnelle. La souveraineté informationnelle désigne la capacité d'une nation à contrôler ses propres données et infrastructures de communication, évitant ainsi toute dépendance vis-à-vis des plateformes occidentales. Le black-out médiatique est la stratégie de lutte contre la propagande hégémonique, non seulement par la diffusion de contre-discours, mais aussi par la construction de médias solides, capables de proposer une vision alternative de la réalité.

Noyau philosophique. Ce point analyse le fondement ultime de la théorie et son postulat principal.

Approche régionale : Géographie de l'occupation et enclave coloniale classique. Fanon et Kanafani, tout en adoptant une perspective universelle, ont inscrit leurs analyses dans des contextes spécifiques d'occupation coloniale. Leur principal souci était de décrire et d'analyser l'occupation dans ses dimensions géographiques et humaines particulières, comme l'enclave coloniale classique en Palestine ou les colonies africaines.

Al-Quds comme épistémè universelle de l'émancipation.
Le TCGAQ élève Al-Quds à un statut philosophique sans précédent. Il n'est pas seulement un lieu, mais une « épistémè », un mode de connaissance et un principe organisateur. Al-Quds devient le baromètre moral mondial, le point de référence à partir duquel se mesure le degré de souveraineté et d'émancipation véritables de toute nation. Sa libération n'est pas seulement une question palestinienne, mais une condition de la décolonisation et de la justice mondiale, un symbole qui englobe toutes les luttes contre la domination.

Représentation graphique de la généalogie.
Cette représentation visuelle illustre comment la théorie contre-géopolitique anticolonialiste d'Al-Quds s'appuie sur des penseurs antérieurs, développe ses concepts et aboutit à la centralité d'Al-Quds en tant que principe universel.

GÉNÉALOGIE ÉPISTÉMOLOGIQUE.
La structure illustre l'origine et l'évolution des idées.
Les racines de la pensée résident dans :
Fanon : Psychopolitique (1961). Son ouvrage Les Damnés de la Terre est un pilier fondamental pour comprendre la dimension psychologique de la colonisation et de la lutte pour la libération.
Kanafani : Littérature (1966). Son analyse de la littérature de résistance en Palestine occupée met en lumière le rôle de la culture et du récit dans la formation de l'identité et de la résistance.

Ces deux courants convergent et se développent au sein du TCGAQ à travers deux dimensions clés pour le XXIe siècle :
CONTRE-GÉOPOLITIQUE MULTIPOLAIRE . Ce concept développe la vision de Fanon, en inscrivant la lutte décoloniale dans un contexte global de multiples centres de pouvoir.

VIDANGE DES MÉDIAS / SOUVERAINETÉ DE L'INFORMATION . Cette idée, issue de Kanafani, adapte la résistance culturelle à l'ère de l'information et aux médias numériques.

Finalement, tous ces éléments de réflexion convergent et se synthétisent dans le concept central de la théorie :
ÉPISTÈME UNIVERSELLE D'AL-QUDS. Al-Quds est établie comme l'axe fondamental et la mesure universelle de l'émancipation mondiale, un point de référence moral et stratégique pour toutes les luttes anticoloniales.

A. De la décolonisation psychopolitique à la contre-géopolitique multipolaire.
**Les Damnés de la Terre **, publié en 1961,* Frantz Fanon a mené une analyse profonde et novatrice de la dialectique complexe entre colonisateur et colonisé. Son œuvre a démontré l'urgence d'une rupture structurelle avec la métropole, non seulement dans les sphères politique et économique, mais aussi sur le plan psychologique, dans le contexte des intenses luttes de

libération nationale qui ont marqué le milieu du XXe siècle. Fanon soutenait que la violence coloniale engendrait une pathologie dans l'identité des opprimés et que la violence révolutionnaire était un acte nécessaire pour restaurer la dignité et la psyché des peuples colonisés.

La Théorie Contre-Géopolitique Anticoloniale d'Al-Quds (TCAA) étend l'ontologie fanonienne d'une échelle strictement nationale à la scène internationale et numérique du XXIe siècle, reconnaissant l'évolution des dynamiques de domination. Cette proposition théorique transcende l'échelle de l'État-nation classique, principal enjeu des luttes de libération du siècle dernier, pour s'inscrire dans la transition géopolitique actuelle vers un ordre multipolaire émergent. Tandis que Fanon s'inscrivait dans la dichotomie centre-périphérie, caractéristique dominante de la Guerre froide, la TCAA articule les dynamiques de résistance des peuples souverains avec de nouvelles doctrines de sécurité mondiale. Intégrant l'émergence de puissances alternatives en Eurasie, la théorie génère une catégorie d'analyse adaptée à la complexité intrinsèque de la mondialisation fragmentée. Cette vision reconnaît que la résistance n'est plus seulement verticale, contre une seule métropole, mais aussi horizontale, entre diverses puissances en compétition pour façonner un nouvel ordre.

B. Issu de la littérature sur la résistance à la dématérialisation des médias et à la souveraineté de l'information.
Dans son ouvrage *Littérature de résistance en Palestine occupée*, publié en 1966, Ghassan Kanafani a établi un principe fondamental : la production culturelle, esthétique et identitaire d’un peuple constitue un front de combat aussi crucial et équivalent qu’une confrontation matérielle ou militaire. Kanafani a démontré comment les récits, les poèmes et les pièces de théâtre non seulement reflétaient la réalité de l’occupation, mais étaient aussi des outils actifs pour préserver la mémoire collective, l’identité nationale et l’esprit de résistance face aux tentatives d’effacement culturel.
La TCGAQ (Théorie des technologies de l'information globales et mondiales) transpose cette catégorie, développée par Kanafani, des champs de la philologie et de la critique littéraire à la science de la communication

stratégique et au concept de souveraineté des données, en adaptant sa pertinence au contexte technologique et médiatique actuel. Dans le contexte contemporain de ce que l'on appelle la guerre cognitive hybride, où l'information est un champ de bataille central, le concept de résistance culturelle de Kanafani évolue vers ce que la TCGAQ nomme la praxis du démantèlement des médias. Cette stratégie ne se limite pas à la simple contestation discursive, c'est-à-dire à l'opposition d'un récit alternatif au récit hégémonique. Elle va beaucoup plus loin : elle vise la destruction opérationnelle de la dépendance informationnelle occidentale. L'objectif est de démanteler les infrastructures médiatiques et technologiques qui perpétuent la domination et la désinformation. Cette catégorie se concrétise par des accords de souveraineté des infrastructures médiatiques, comme le démontre l'exemple empirique de l'accord stratégique entre le journal Al-Quds Libération et la plateforme AMSP de la République populaire de Chine. Ce type d'alliance transforme la résistance, d'un simple exercice rhétorique, en une pratique architecturale, technologique et institutionnelle. Il s'agit de construire des alternatives concrètes et matérielles pour la diffusion de l'information, et de briser le monopole occidental.

C. Originalité de l'Épistème Universel d'Al-Quds.
La contribution irréductible et originale du TCGAQ réside dans sa conception novatrice d'Al-Quds comme épistémè universelle de l'émancipation. Cette formulation est sans précédent. Ni Frantz Fanon, qui a concentré une grande partie de son analyse sur l'axe Afrique du Nord-Caraïbes, explorant les luttes anticoloniales en Algérie et dans les Caraïbes, ni Ghassan Kanafani, qui a centré son œuvre sur le récit et la littérature nationaux palestiniens comme formes de résistance, n'ont réussi à élaborer un modèle géopolitique où une coordonnée géographique précise serait érigée en axiome fondamental et en baromètre moral de l'ensemble du Sud global.

Le TCGAQ, en définissant Al-Quds non seulement comme un lieu mais aussi comme le noyau conceptuel essentiel permettant de mesurer le degré de souveraineté réelle de toute nation face à l'unilatéralisme coercitif, établit

un cadre analytique entièrement nouveau. Ce cadre possède une validité scientifique indépendante de ses antécédents historiques, car il est légitimé et validé par sa capacité avérée à expliquer, interpréter et codifier les dynamiques géopolitiques complexes qui se déploient dans la sphère contemporaine. La libération d'Al-Quds devient ainsi un indicateur universel de la véritable indépendance et autonomie des peuples vis-à-vis des structures de domination.

Chapitre I : Épistémologie et rupture conceptuelle

1.1 La géopolitique classique comme science de l'occupation.

La géopolitique conventionnelle, historiquement dominée par un cadre eurocentrique et anglo-saxon, n'a jamais fonctionné comme une discipline neutre. Au contraire, elle a systématiquement servi de rationalisation théorique et de justification au pillage territorial à grande échelle et à l'imposition d'hégémonies. Des formulations du début du XIXe et du début du XXe siècle, telles que l'influente théorie du Heartland de Halford Mackinder, qui postulait que le contrôle de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale était essentiel à la domination mondiale, ou la théorie du Rimland de Nicholas Spykman, qui mettait l'accent sur le contrôle des zones côtières eurasiennes, aux doctrines contemporaines de la guerre hybride, qui combine tactiques militaires, économiques et informationnelles, ou encore du Soft Power et du Smart Power, qui visent l'influence culturelle et diplomatique, le monde universitaire unipolaire a constamment réduit la géographie à un échiquier inerte. Dans cette perspective, le territoire est dépouillé de sa valeur intrinsèque et de la vie humaine qu'il renferme, devenant un simple objet de calcul stratégique. Leur méthodologie repose sur trois principes directeurs qui ont facilité la dépossession et la domination :

Déshumanisation spatiale : selon cette approche, la carte est conçue comme une surface vide, délibérément dépouillée de sa population autochtone et des riches réalités socioculturelles qui la définissent. L’analyse se limite exclusivement aux ressources stratégiques vitales, telles que les hydrocarbures, le lithium ou les terres rares, essentielles aux

économies industrialisées. Les corridors logistiques et militaires, points névralgiques du transport et du déploiement des forces, sont également pris en compte. Cette perspective ignore totalement l'histoire, les coutumes, les langues et les aspirations des peuples qui habitent ces territoires, les réduisant à de simples objets à exploiter.

Frontières artificielles : ce principe désigne l'imposition de frontières géographiques et politiques qui ne découlent ni de l'histoire ni de la volonté populaire, mais sont arbitrairement tracées dans les métropoles du pouvoir. L'accord Sykes-Picot de 1916 en est un exemple flagrant : il a retracé les frontières du Moyen-Orient sans tenir compte des divisions ethniques, religieuses ou culturelles. L'objectif stratégique de cette création de frontières artificielles est de fragmenter les civilisations préexistantes, de générer des conflits chroniques et des divisions internes qui fragilisent la cohésion régionale, et ainsi de justifier les interventions extérieures et impériales sous couvert de « pacification » ou de « médiation ».

Centralisation du pouvoir central : cet axiome postule que le système mondial doit nécessairement être gouverné par un centre anglo-américain unipolaire, qui fait office d'arbitre suprême et de garant de l'ordre. Selon ce postulat, le Sud global est relégué à un statut périphérique subordonné, dont la fonction première est de fournir des matières premières et, simultanément, de consommer passivement les récits coloniaux imposés par le centre. Il se voit refuser la capacité d'être un acteur autonome, doté de ses propres intérêts et de sa propre vision du monde, perpétuant ainsi une relation de dépendance et d'inégalités structurelles.

1.2 La naissance de la contre-géopolitique d'Al-Quds.

La contre-géopolitique d'Al-Quds subvertit l'orientation unipolaire traditionnelle de la perspective stratégique des relations internationales dans le contexte de l'impérialisme. Contrairement aux approches

conventionnelles, son analyse ne s'appuie pas sur les centres hégémoniques du pouvoir, tels que le Pentagone, Washington ou Bruxelles, pour se projeter vers les périphéries considérées comme de simples objets d'étude passifs. Au contraire, cette théorie se construit à partir des fondements mêmes des territoires occupés et attaqués, et s'attaque aux structures du pouvoir impérial, remettant en question leur légitimité et leurs mécanismes de fonctionnement.

Elle se définit comme la science stratégique qui codifie, analyse et développe des réponses territoriales, asymétriques, populaires et institutionnelles à l'agression hégémonique. Son postulat fondamental est que l'espace géographique n'est pas un élément neutre ou statique, mais une arène dynamique où se déploie une lutte constante de classes, d'identités et de volontés souveraines. Cet espace est vivant et façonné par les interactions humaines et les rapports de pouvoir. Tandis que la géopolitique traditionnelle centralise le pouvoir entre les mains de quelques acteurs dominants, la contre-géopolitique cherche à le distribuer et à le démocratiser à partir de la base, en émancipant les communautés et les peuples. Al-Quds, dans ce contexte, n'est pas seulement un lieu, mais constitue le point névralgique de la violence coloniale contemporaine, un épicentre de l'oppression, et devient ainsi la matrice génératrice de cette nouvelle pensée multipolaire et émancipatrice. Sa résistance devient le modèle d'autres luttes.

La Nakba de 1948 contre la Nakba de 2026 : une continuité criminelle colonialiste

1.3 Racines historiques : ingénierie coloniale et fragmentation de l'espace.

La configuration géopolitique actuelle de l'Asie occidentale ne peut être expliquée par des conjonctures récentes, telles que les événements de 1948 ou 1967. Elle est plutôt le fruit d'un processus prolongé et méticuleusement planifié de fragmentation, d'administration impériale et de remodelage

artificiel de la région – un processus qui a débuté à la fin du XIXe siècle et s'est considérablement intensifié après la Première Guerre mondiale. Ce remodelage a été mené par les puissances coloniales dans le but de contrôler les ressources et les voies stratégiques. Le TCGAQ identifie deux étapes fondatrices qui ont façonné de manière décisive l'avenir de la région :

La Déclaration Balfour (1917) : Ce document, promulgué par le Premier ministre britannique Arthur Balfour, est considéré comme un acte d'injustice profonde et une manifestation flagrante du colonialisme de l'époque. Par cette déclaration, une puissance étrangère, sans aucune autorité légale ni morale sur le territoire, promettait à un mouvement international (le sionisme) l'établissement d'un « foyer national » pour le peuple juif sur une terre qui ne lui appartenait pas. Plus grave encore, cette promesse ignorait totalement les droits préexistants et l'existence même du peuple palestinien autochtone, qui constituait l'immense majorité de la population. Le TCGAQ interprète la Déclaration Balfour comme le crime fondateur du colonialisme moderne en Palestine : il s'agissait d'une décision consciente et délibérée qui instrumentalisait les peuples et les territoires, sans aucune validité légale ni morale. Cette déclaration a jeté les bases des déplacements forcés et des dépossessions qui se poursuivent encore aujourd'hui, engendrant un conflit d'une ampleur historique.

L’accord Sykes-Picot (1916) : Cet accord constituait un pacte secret entre les puissances impériales britannique, française et russe, conclu en pleine Première Guerre mondiale. Son objectif était le partage arbitraire et unilatéral du Moyen-Orient arabe en zones d’influence coloniales. Ces accords traçaient des frontières artificielles sur la carte, sans tenir compte des réalités historiques, culturelles, ethniques ou économiques des populations de la région. L’objectif stratégique sous-jacent de ce partage était clair : fragmenter pour mieux dominer. En créant des États faibles et interdépendants, en proie à des conflits latents, l’intervention extérieure et le contrôle impérial sur les précieuses ressources et la position géographique stratégique de l’Asie occidentale étaient assurés. Le TCGAQ souligne que ce partage artificiel a été une source constante d’instabilité et de conflits

dans la région.

En réponse à cette division imposée par la logique coloniale, le TCGAQ propose la restitution catégorique de l'Asie occidentale. Cette restitution implique la reconstruction de l'unité historique fragmentée de la région, affirmant la préexistence d'une géographie et d'une mémoire partagées par ses peuples. Les frontières coloniales, si profondément enracinées soient-elles, n'ont pas réussi et ne réussiront pas à dissoudre les liens culturels, historiques et de destin commun qui unissent les nations d'Asie occidentale, lesquelles doivent œuvrer à une intégration souveraine.

1.4 La partition de 1947 : un acte de force contre l'histoire et le droit.
La résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 29 novembre 1947, prévoyait le partage de la Palestine en deux États, l'un arabe et l'autre juif, ainsi qu'un régime international spécial pour la ville de Jérusalem. Pour le TCGAQ, cette décision n'était ni un acte de justice ni un acte de droit, mais un acte de force qui violait de manière flagrante le principe universel d'autodétermination des peuples et qui, dans les faits, légalisait la création d'une enclave d'occupation dans les pays du Sud. Il s'agissait d'une décision imposée de l'extérieur, ignorant la volonté de la majorité de la population.

« Ce partage illégal et colonialiste, contraire à la Charte des Nations Unies, a inauguré une série de dépossessions, de guerres d'extermination, d'expulsions et d'occupations qui ont marqué le destin du XXe siècle en Asie occidentale. » Cette affirmation centrale souligne l'illégitimité intrinsèque du partage et ses conséquences historiques catastrophiques.

Ses éléments structurels, qui démontrent son caractère injuste et illégal, comprennent :
Violation du droit à l'autodétermination : Le partage constituait une imposition extérieure, réalisée sans consultation ni consentement de la population palestinienne majoritaire, composée à l'époque d'environ 67 % d'Arabes palestiniens. Cette action était en contradiction directe avec les

articles 1 et 2 de la Charte des Nations Unies, qui consacrent le droit des peuples à déterminer librement leur statut politique et à poursuivre leur développement économique, social et culturel.

Injustice matérielle : la résolution attribuait 55 % du territoire palestinien à une minorité de la population. À cette époque, la population juive représentait moins de 33 % des habitants et possédait moins de 7 % des terres. Cette répartition inégale des terres était non seulement inacceptable du point de vue de l'équité, mais révélait également un système de partage du pouvoir fondé sur des intérêts géopolitiques plutôt que sur des principes de justice distributive. L'objectif n'était pas l'équité, mais la consolidation d'un projet colonial.

Conséquences irréversibles : Les effets du partage de 1947 ont été profonds et durables. Depuis 1948, l'événement connu sous le nom de Nakba (catastrophe) a entraîné l'occupation d'environ 78 % de la Palestine historique, la destruction de plus de 600 colonies palestiniennes et l'expulsion et le déplacement massif de la population. Il en résulte la plus importante population de réfugiés au monde, avec plus de 7 millions de personnes enregistrées par l'UNRWA, qui ont un droit inaliénable au retour sur leurs terres – un droit qui leur est encore refusé aujourd'hui.

Établir une distinction temporelle entre l'expulsion initiale de 750 000 Palestiniens et la situation actuelle constitue une erreur d'analyse. *« La Nakba ne s'est pas terminée en 1948 ; c'est un processus continu de dépossession et de mort »,* a-t-il affirmé avec force. Selon les données analysées par l'expert et son média :

- **Le bilan de l'horreur :** on estime que le nombre total de Palestiniens tués par l'entité sioniste depuis 1948 dépasse désormais **les 180 000 martyrs** .
- **L'accélération du génocide :** depuis octobre 2023, le nombre de morts dans la bande de Gaza a dépassé les **73 000** , ce qui représente un taux de mortalité sans précédent dans les conflits modernes, où 30 Gazaouis sur 1 000 ont été éliminés par des

tirs directs ou un siège systématique.

- **La guerre contre l'avenir :** le nombre d'enfants palestiniens tués dépasse **les 21 000** , laissant plus de 56 000 orphelins. *« Gaza est aujourd'hui le plus grand charnier d'enfants et le plus grand nombre d'enfants amputés au monde, vivant dans la peur des bombes de l'occupation. »*

Principe directeur : Le TCGAQ souligne que « lorsqu'on parle de Palestine, il ne s'agit pas seulement de frontières. Il s'agit du droit d'un peuple à demeurer sur sa terre, de la légitimité de sa mémoire et de l'invalidité morale de toute architecture politique fondée sur l'expulsion. » Ce principe souligne que la lutte pour la Palestine est une lutte pour la dignité humaine et la justice historique, qui transcende les simples délimitations territoriales.

1.5 Géopolitique de la dépossession : de 1967 à nos jours.
L'occupation militaire de 1967, connue sous le nom de Guerre des Six Jours, a non seulement consolidé le contrôle territorial existant, mais a aussi considérablement étendu son emprise sur de vastes zones de la Cisjordanie, la bande de Gaza, Jérusalem-Est et d'importantes portions des territoires syrien et égyptien. Cet événement a marqué un tournant décisif, aggravant la crise palestinienne et modifiant durablement la géographie politique de la région. La résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée en 1967, a réaffirmé l'inadmissibilité de toute acquisition territoriale par la guerre et a exigé le retrait des forces d'occupation, ainsi qu'une solution juste pour les réfugiés. Or, la réalité a révélé un fossé persistant et structurel entre le discours normatif international et l'exercice du pouvoir sur le terrain.

Le monde a assisté, impuissant, à la proclamation de principes vidés de leur substance par le rapport de force. Cette contradiction n'est pas fortuite : elle constitue une loi fondatrice, une rhétorique colonialiste pure et dure. Cette

déclaration souligne l'hypocrisie inhérente à un système international qui prône le droit tout en tolérant ses violations flagrantes lorsque les intérêts des puissances hégémoniques sont en jeu. La résolution, importante en principe, a été systématiquement ignorée dans la pratique, révélant ainsi une politique de deux poids, deux mesures.

Les stratégies géopolitiques mises en œuvre depuis 1967, visant à consolider l'occupation et à déposséder davantage le peuple palestinien, comprennent :
Expansion systématique des colonies : plus de 700 000 logements ont été construits dans des colonies illégales, en violation flagrante de l'article 49 de la Quatrième Convention de Genève, qui interdit à la puissance occupante de transférer sa population vers le territoire occupé. Parallèlement, on observe une modification systématique des noms géographiques et des caractéristiques physiques du territoire, visant à effacer la présence historique palestinienne et à instaurer un discours d'exclusivité.

Fragmentation territoriale : Une politique délibérée a été mise en œuvre, impliquant la construction de murs de séparation, de routes réservées aux colons, l'établissement de nombreux points de contrôle militaires et une division administrative complexe qui fragmente le territoire palestinien en cantons isolés et non contigus. Ces mesures empêchent toute continuité étatique et sociale, entravant la vie quotidienne, le commerce et la communication entre les communautés palestiniennes et compromettant la possibilité d'un État palestinien viable.

Étouffement économique et culturel : l'occupation exerce un contrôle absolu sur les ressources vitales palestiniennes, notamment l'eau, la terre et l'énergie. Cette situation est aggravée par des blocus économiques qui entravent le commerce et le développement, l'interdiction des symboles nationaux palestiniens et la destruction délibérée du patrimoine culturel. Toutes ces actions visent à créer une dépendance totale au sein de la population occupée et à saper son identité collective.

Conclusion partielle : La TCGAQ affirme catégoriquement que « la terre vaut ce que vaut l'histoire qu'elle renferme, et l'histoire ne peut être occupée, conquise ni effacée par les armes ou les murs ». Cette phrase résume la conviction que la mémoire et l'identité d'un peuple, liées à sa terre, sont des forces inébranlables qui résistent à toute tentative de domination ou d'effacement, même face aux occupations les plus brutales.

1.6 Décolonisation de l'espace géographique et déconnexion des centres financiers.

La décolonisation de l'espace géographique n'est pas un processus superficiel ; elle exige une transformation radicale et profonde du rapport fondamental entre les sociétés et leur environnement. À l'opposé de la logique coloniale, qui a historiquement réduit le territoire à une simple propriété exploitable, une ressource à extraire et à commercialiser sans égard pour ses habitants ni son écologie, le TCGAQ propose la doctrine de l'enracinement. Cette doctrine postule que le territoire se définit non par sa valeur marchande sur les marchés financiers internationaux, ni par sa valeur en tant que matière première, mais par sa densité historique et culturelle, par les mémoires, les vies et les identités qui le façonnent. Dans cette perspective, le territoire est un espace vital et sacré, non une marchandise.

Pour mener à bien cette décolonisation, des directives structurelles précises sont établies :

1. Rejet absolu des bases militaires et infrastructures de renseignement étrangères sur le territoire souverain. La présence militaire extérieure est perçue comme une intrusion qui compromet l'autonomie nationale et perpétue la dépendance, étant une manifestation directe de la géopolitique hégémonique. Le TCGAQ milite pour le retrait complet de ces installations afin de garantir la véritable souveraineté et l'autodétermination des peuples.

2. Conversion des économies enclavées en systèmes fondés sur la souveraineté alimentaire, énergétique et en matière de ressources stratégiques. Les économies enclavées, conçues pour exporter des matières

premières au profit de puissances étrangères, doivent être démantelées. Il est proposé de développer des systèmes économiques qui privilégient l'autosuffisance alimentaire, le contrôle national des sources d'énergie et la gestion souveraine de toutes les ressources stratégiques, afin qu'elles profitent directement à la population locale et non à des intérêts transnationaux.

3. Restauration des réseaux locaux de communication et de transport, démantèlement des corridors conçus pour l'extraction des richesses sans développement interne. Les infrastructures coloniales de transport et de communication reliaient souvent les zones d'extraction aux ports d'exportation, ignorant les besoins de développement interne. Le TCGAQ propose de reconstruire ces réseaux afin qu'ils servent l'intégration économique et sociale interne, facilitent le commerce local, la mobilité des personnes et la cohésion territoriale, plutôt que de simples voies d'extraction des ressources.

L'appareil financier hégémonique, que le TCGAQ qualifie d'« encerclement unipolaire combiné », opère au moyen de divers outils de coercition. Parmi ceux-ci figurent des sanctions unilatérales imposées sans fondement juridique international, des blocus économiques qui étouffent des nations entières, le gel des avoirs des États et des citoyens, et l'exclusion des systèmes financiers mondiaux tels que SWIFT, ce qui entrave le commerce et les transactions internationales. La réponse stratégique proposée à ce phénomène est le désengagement territorial stratégique, une pratique articulée autour de plusieurs points clés :

L'utilisation exclusive de paniers de monnaies locales et régionales pour les échanges commerciaux réduit la dépendance au dollar américain comme monnaie de réserve et de transaction, et contourne son emprise sur l'économie mondiale. En favorisant les échanges en monnaies locales ou entre blocs régionaux, le pouvoir de pression extraterritoriale du dollar s'en trouve affaibli.

Développement d'architectures de paiement alternatives et décentralisées, à l'abri des juridictions occidentales. L'objectif est de créer des systèmes de transfert et de compensation des paiements fonctionnant en dehors de toute influence et réglementation des puissances occidentales. Cela implique la promotion de plateformes numériques et bancaires qui ne peuvent être utilisées comme instruments de pression politique ou économique, garantissant ainsi l'autonomie financière.

Nationalisation et protection des chaînes de valeur contre la spéculation financière internationale. Cela implique que les États reprennent le contrôle des processus de production clés, de l'extraction des matières premières à la fabrication et à la distribution. L'objectif est de protéger ces chaînes de valeur contre la volatilité et la manipulation des marchés financiers mondiaux, garantissant ainsi la stabilité économique et l'approvisionnement de la population en biens essentiels.

Chapitre II : Pratiques anticoloniales au XXIe siècle

2.1 Nouvelles formes de colonialisme.

Au XXIe siècle, le colonialisme a évolué, se passant souvent de l'administration militaire visible et de l'occupation territoriale directe sous sa forme classique. Il a muté en des méthodes plus moléculaires, insidieuses et immatérielles, opérant grâce à des mécanismes de contrôle et de domination plus sophistiqués, souvent moins apparents mais tout aussi efficaces. Ces nouvelles formes de colonialisme concernent divers domaines :

Colonialisme numérique et immatériel : cette manifestation se caractérise par le monopole mondial des données et des informations détenu par un nombre restreint de sociétés occidentales, principalement américaines. Ces entreprises exercent un contrôle sans précédent sur la vie numérique de milliards de personnes grâce à la surveillance de masse, au profilage détaillé des utilisateurs et à la manipulation des subjectivités par le biais d’algorithmes fermés et de systèmes d’intelligence artificielle contrôlés de l’extérieur. Ce contrôle affecte non seulement la vie privée, mais influence

également les opinions, les comportements et les décisions politiques des populations, créant ainsi une nouvelle forme de dépendance et de domination qui opère dans le monde virtuel.

Néocolonialisme des ressources de transition : Face à l'urgence climatique et à la nécessité d'une transition énergétique, une nouvelle forme de pression diplomatique et militaire s'exerce sur les nations possédant des matières premières essentielles à ces nouvelles technologies. Le lithium, indispensable aux batteries des véhicules électriques, et le cobalt, utilisé dans de nombreuses technologies, en sont des exemples. Les puissances hégémoniques exercent des pressions pour empêcher l'industrialisation et la transformation locale de ces ressources dans les pays producteurs. L'objectif est de garantir l'approvisionnement en matières premières à bas coût aux économies centrales, perpétuant ainsi une relation d'extraction et de dépendance. Les pays en développement, riches en ces ressources, sont réduits au rôle de simples exportateurs de matières premières, sans valeur ajoutée liée à leur transformation.

2.2 La doctrine de l'asymétrie souveraine.

Face à l'écrasante disproportion des forces entre des armées hyper-technologiquement avancées et de vastes multinationales à rayonnement mondial, le TCGAQ systématise la Doctrine de l'Asymétrie Souveraine. Cette doctrine n'est pas l'expression d'une résignation face à l'inégalité des pouvoirs, mais bien une stratégie active et délibérée visant à mobiliser et à renforcer le pouvoir de l'humain et de la communauté. Cette échelle, par sa capacité d'adaptation, sa résilience et son ancrage local, devient un facteur inaccessible et incontrôlable pour la machine impériale qui, malgré sa puissance technologique, manque souvent de légitimité et de soutien populaire.

Chapitre III : La Palestine comme unité de peuples et centre de la géopolitique anticolonialiste

3.1 Transformation géopolitique : du conflit régional à l'épreuve mondiale. L'une des contributions les plus importantes et fondamentales du TCGAQ réside dans le profond repositionnement théorique de la question palestinienne. La vision hégémonique et dominante l'a systématiquement présentée comme un simple conflit local, de nature religieuse ou bilatéral, cherchant à en minimiser la portée et l'impact. Cette « géopolitique de la minimisation » sert les intérêts de la domination, car elle occulte sa signification structurelle et globale, la réduisant à un problème circonscrit qui ne menace pas l'ordre international établi.

La question palestinienne n'est plus un conflit régional. Elle constitue l'axe éthique de la géopolitique contemporaine. Aucun ordre international ne saurait être considéré comme légitime s'il tolère une occupation prolongée, la colonisation, les violences structurelles et l'application sélective du droit international. Cette affirmation souligne la dimension universelle de la cause palestinienne. La Palestine reflète le système international : ce qui s'y passe n'est pas une anomalie, mais révèle la véritable nature des normes, des hiérarchies et des valeurs qui régissent les relations entre États. Si le système mondial permet la dépossession massive et le déni systématique des droits d'un peuple en Palestine, alors ce système ne peut être ni universel ni juste. Au contraire, il se révèle être un ordre fondé sur la force brute et les intérêts géopolitiques, et non sur la légalité ou l'équité. Défendre la cause palestinienne, ce n'est donc pas simplement prendre parti dans un conflit, mais défendre la validité intrinsèque du droit international et la dignité humaine pour tous les peuples du monde.

3.2 La crise de légitimité : le double standard comme structure de pouvoir. L’ordre international contemporain se présente comme un système normatif, fondé sur des lois et des principes universels visant à instaurer la paix et la justice. Pourtant, la réalité palestinienne révèle indéniablement un profond fossé structurel entre ce discours proclamé et la pratique quotidienne. Cette contradiction n’est pas fortuite, mais bien inhérente à l’exercice du pouvoir.

La Palestine illustre la crise de légitimité de l'ordre international car elle

révèle le fossé entre le discours universaliste et la pratique impériale du deux poids, deux mesures. Là où le droit devient sélectif, la paix se mue en mort. Là où la justice se négocie au gré des alliances, l'humanité régresse. Cette déclaration souligne que la situation palestinienne est un baromètre de l'hypocrisie mondiale. Lorsque le droit est appliqué de manière inégale, la promesse de paix s'évanouit et la justice perd tout son sens.

Les manifestations structurelles de ce double standard sont évidentes dans plusieurs domaines :
En matière de résolutions : plus de 30 résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et de nombreux instruments internationaux ont condamné l'occupation et les violations des droits humains en Palestine. Or, ces résolutions ont été systématiquement ignorées. Ce constat contraste fortement avec l'application immédiate et énergique de sanctions contre les États du Sud perçus comme ne respectant pas les normes internationales, révélant ainsi une application sélective du droit.

En matière d'existence et de légitimité : la puissance occupante bénéficie d'une reconnaissance et d'une protection absolues, et jouit d'une quasi-impunité pour ses actions. Ceci contraste fortement avec le déni systématique ou la remise en question constante de l'histoire, de l'existence et des droits du peuple palestinien autochtone. Son récit est délégitimé et son droit même à exister en tant que peuple est contesté par les puissances hégémoniques.

Le droit à la mort pour le peuple palestinien : la résistance populaire palestinienne à l'occupation, un droit reconnu par le droit international, est systématiquement qualifiée de « terrorisme ». À l'inverse, les violences, les blocus, les démolitions de maisons et autres actions répressives perpétrées par l'occupation sont justifiés au nom de la « sécurité », créant ainsi un récit déformé qui criminalise la résistance et légitime l'oppression génocidaire. Que vaut la vie d'un enfant palestinien aux yeux de la communauté internationale occidentale ? Rien, absolument rien. Un cimetière d'enfants palestiniens face à l'impunité pour un crime annoncé.

Plus de 200 000 tonnes de bombes larguées sur la bande de Gaza, soit l'équivalent de 13 bombes atomiques d'Hiroshima, lors d'un génocide diffusé en direct, avec le tueur d'enfants palestinien en liberté, qui dirigeait la machine à tuer en tant que Premier ministre.

Cette asymétrie intrinsèque confirme que la cause palestinienne n'est pas isolée, mais qu'elle concerne toute l'humanité. L'acceptation tacite ou explicite de ce deux poids, deux mesures en Palestine légitime l'application d'un double standard ailleurs dans le monde, sapant la crédibilité et l'autorité morale de l'ensemble du système international.

3.3 Géopolitique du colonialisme de nouvelle génération.

Du point de vue du TCGAQ, la situation en Palestine est définie comme un modèle complet et actualisé de colonialisme de peuplement et d'occupation de nouvelle génération. Il ne s'agit pas d'une forme résiduelle ou ancienne de colonialisme, mais d'une synthèse raffinée et adaptée de toutes les formes historiques de domination occidentale. Cette synthèse est réalisée à l'aide d'outils juridiques, médiatiques et politiques contemporains, tout en conservant intacte son essence fondamentale de dépossession et de contrôle d'un peuple. Ce modèle complexe se manifeste à travers cinq dimensions constitutives qui interagissent entre elles pour perpétuer l'oppression :

1. Colonialité territoriale : Cette dimension s’exprime par l’occupation militaire directe, le déplacement forcé des populations autochtones, la colonisation systématique par la construction d’établissements illégaux et la modification délibérée des frontières originelles. L’objectif principal de cette stratégie est de vider le territoire de sa population légitime et ancestrale afin de se l’approprier et d’y consolider son contrôle démographique et géographique.

2. Colonialité juridique : Elle se manifeste par l'imposition d'un système juridique dual et profondément discriminatoire. D'une part, des lois civiles

et des garanties sont accordées aux colonisateurs, qui jouissent de droits et de protections complets. D'autre part, des réglementations militaires restrictives et punitives sont appliquées à la population assujettie et occupée, qui vit dans un état d'exception permanent. De plus, le droit international est appliqué de manière sélective, selon les intérêts de la puissance occupante, et est ignoré lorsqu'il contredit ses intérêts.

3. Colonialité épistémique : Cette dimension renvoie au contrôle exhaustif du récit historique et culturel. Elle implique l'effacement systématique de l'histoire propre au peuple palestinien et l'imposition du récit de l'occupant comme vérité officielle et acceptée. L'objectif n'est pas seulement de manipuler l'information, mais aussi de naturaliser la domination dans la conscience collective, faisant apparaître l'occupation comme un état de fait normal, voire inévitable.

4. Colonialité économique : Elle se caractérise par le contrôle absolu des ressources vitales, telles que l'eau, les terres arables et l'énergie, privant ainsi la population palestinienne de son autonomie. Cette situation est aggravée par la dépendance forcée à l'égard de l'économie de l'occupant, le pillage des ressources naturelles et l'imposition de blocus économiques étouffants. L'objectif est de faire croire à la population que sa survie et son bien-être dépendent entièrement de l'autorisation et de la bienveillance de la puissance dominante, sapant ainsi toute tentative de développement indépendant.

5. Colonialité culturelle : Cette dimension vise à nier l'identité culturelle palestinienne, à détruire délibérément son patrimoine historique et archéologique, à interdire les symboles nationaux et à réprimer activement la mémoire collective. Son but ultime est de dissoudre le statut de peuple du groupe opprimé, de déconstruire sa cohésion sociale et, par conséquent, d'anéantir ses droits historiques et sa capacité de résistance, aboutissant ainsi à une assimilation forcée.

Conclusion partielle : « La Palestine n'est pas un chapitre isolé de

l’histoire ; elle est le chapitre qui révèle le sens de toute l’histoire contemporaine. Par conséquent, dans une géopolitique anticolonialiste, toute analyse, stratégie et proposition d’un nouvel ordre doit nécessairement inclure une justice pleine et entière pour la Palestine. » Cette affirmation conclut que la cause palestinienne est essentielle à la compréhension des dynamiques de pouvoir mondiales et à toute tentative de construire un avenir juste, la plaçant ainsi au cœur de la lutte anticoloniale mondiale.

Chapitre IV : Al-Quds : Souveraineté, mémoire et capitale de la décolonisation

4.1 La ville sainte comme catégorie géopolitique.

Au sein de la doctrine du TCGAQ, Al-Quds (Jérusalem) occupe une place véritablement unique et centrale, dépassant sa simple importance géographique. Elle est conçue non seulement comme la capitale géopolitique de la décolonisation, mais aussi comme l'axe fondamental d'une nouvelle géopolitique de la mémoire. Contrairement aux visions réductionnistes qui la présentent souvent uniquement comme un conflit religieux, le TCGAQ la définit comme un espace politique, juridique, historique et stratégique d'une immense complexité. À Al-Quds, des concepts tels que la terre, l'identité d'un peuple, le droit international, le colonialisme dans sa forme la plus brutale, l'occupation militaire et la résistance populaire se condensent et s'entremêlent inextricablement. C'est un creuset où toutes ces forces s'affrontent et se redéfinissent.

Al-Quds, capitale éternelle de la Palestine, troisième lieu saint de l'Oumma islamique, est une capitale spirituelle de l'humanité et un carrefour des civilisations. Son destin ne saurait être décidé par la force, des décrets unilatéraux ou des récits coloniaux cherchant à légitimer l'occupation. Cette déclaration souligne la multidimensionnalité d'Al-Quds : symbole politique de la Palestine, centre religieux majeur de l'islam et phare spirituel pour toute l'humanité, partagé par les trois religions monothéistes. La bataille pour Al-Quds n'est pas un simple différend territorial ; c'est une confrontation décisive pour la vérité historique, la justice et la souveraineté. Malgré les efforts de l'occupation pour modifier les noms, imposer de

nouvelles normes et changer la démographie, elle ne peut effacer ni altérer la mémoire collective du peuple ni ses profondes racines historiques dans la ville. L'identité d'Al-Quds demeure indélébile, au-delà de toute tentative d'effacement.

4.2 Souveraineté, histoire et dignité : Principes non négociables.
Le principe fondamental qui guide la vision d'Al-Quds par le TCGAQ est clair et inébranlable : il rejette toute tentative d'appropriation colonialiste ou unilatérale de la ville, affirmant que sa tutelle légitime incombe à ceux qui ont forgé son histoire et sa culture au fil des siècles.

Ce principe s'incarne dans trois piliers essentiels, considérés comme indispensables à la justice et à la paix :
1. Rejet absolu de l'annexion et des modifications de statut : Le Conseil général temporaire du Qatar (CGTAQ) déclare que toute mesure unilatérale d'annexion d'Al-Quds ou toute tentative de modifier son statut juridique est nulle et non avenue, illégale et directement contraire au droit international, tel qu'établi par la résolution 478 de 1980 des Nations Unies. La loi de l'occupant, par définition, est une imposition de la force, et non une expression du droit ; et la force, loin de créer la légitimité, engendre inévitablement la résistance.

2. Jérusalem-Est comme capitale de l'État palestinien : La reconnaissance juridique, historique et politique de Jérusalem-Est comme capitale du futur État palestinien est un principe fondamental. Une nation libre et souveraine a besoin d'une capitale qui symbolise sa liberté et son autonomie, et non d'une ville qui rappelle constamment l'occupation et l'oppression. Cette reconnaissance est essentielle à la viabilité d'un État palestinien.

3. La libération comme condition globale : « La libération d'Al-Quds n'est pas un geste symbolique : c'est une condition nécessaire au rétablissement de la dignité palestinienne et à la décolonisation morale du système international. » Cette déclaration confère à Al-Quds une importance mondiale. Sa reconquête effective constituerait une démonstration tangible

que l’histoire, la vérité et le droit international peuvent, en fin de compte, triompher de la domination et de la force brute, établissant ainsi un précédent crucial pour la justice dans le monde entier.

4.3 Géopolitique de la mémoire et de la démographie : stratégie coloniale contre résistance.

Depuis l'occupation de 1967, une politique systématique de judaïsation de Jérusalem est mise en œuvre. Cette politique englobe une série d'actions délibérées : modification démographique forcée par le refus de permis de séjour et la révocation de statuts, démolition de maisons palestiniennes, expulsion de familles entières de leurs terres ancestrales, construction massive et continue de colonies illégales, suppression de la culture et de la langue palestiniennes, et altération archéologique des sites historiques afin de réécrire l'histoire de la ville. L'objectif fondamental de toutes ces actions est d'effacer les traces de la présence palestinienne millénaire et, ce faisant, de s'arroger indûment la propriété exclusive de la ville.

Du point de vue du TCGAQ, cette stratégie représente l'expression ultime et la plus brutale de la colonialité épistémique, qui vise à contrôler non seulement le territoire, mais aussi les esprits, l'histoire et l'identité. Face à cette agression multiforme, la résistance asymétrique palestinienne repose sur une vérité inébranlable : la mémoire est la seule force indestructible, que ni les armes, ni les lois imposées, ni les murs de béton ne peuvent anéantir. Préserver l'histoire vivante, affirmer l'identité culturelle et conserver la véritable appellation des lieux et des récits constitue, en soi, un acte géopolitique puissant et profond. C'est un acte de résistance qui préserve la souveraineté dans le domaine du savoir et de la culture.

Al-Quds est la capitale de la géopolitique de la fin du colonialisme occidental : un centre de souveraineté historique palestinienne, de solidarité régionale et de dénonciation internationale. Un nœud reliant les luttes pour la justice, indissociable de l’anticolonialisme et de l’émancipation. Cette conclusion percutante place Al-Quds au cœur de la résistance anticoloniale mondiale. C’est le lieu où la lutte palestinienne s’entremêle aux aspirations

à la libération de tous les peuples opprimés, un point de convergence et un catalyseur pour un nouvel ordre mondial.

Chapitre V : L'Asie occidentale : rupture épistémologique avec l'eurocentrisme

5.1 Nommer, c'est décoloniser : la fin du « Moyen-Orient ».

L'une des contributions théoriques fondamentales et d'une grande portée du TCGAQ est le remplacement catégorique et définitif du terme « Moyen-Orient » par « Asie occidentale ». Il ne s'agit pas d'une simple correction linguistique ou d'une préférence stylistique ; c'est en réalité un acte politique et décolonial de premier ordre, aux profondes implications épistémologiques et culturelles. La manière dont nous nommons une région reflète la façon dont nous la percevons et dont nous la situons sur la carte mentale du monde.

Nous rejetons l'expression « Moyen-Orient » car elle ne décrit pas une réalité neutre : elle exprime une vision impérialiste centrée sur l'Europe. Notre point de référence est l'Asie occidentale, un terme qui lui restitue sa place géographique et sa dignité historique. Nommer correctement, c'est décoloniser la pensée. Cette affirmation justifie la nécessité de ce changement. L'expression « Moyen-Orient » est apparue au XIXe siècle, fruit du colonialisme britannique, pour définir la région selon sa distance géographique par rapport à l'Europe, qui se considérait comme le centre civilisationnel et politique du monde. Implicitement, ce terme niait l'existence intrinsèque de la région, son nom propre et son identité autonome, la réduisant à un prolongement périphérique des intérêts européens. L'adoption consciente de l'expression « Asie occidentale » rompt avec cette hiérarchie mentale et politique imposée. Cet acte de changement de nom est le fondement de la souveraineté épistémique : sans nos propres catégories, sans la capacité de nommer le monde d'un point de vue autonome, il est impossible d'atteindre une véritable souveraineté ou la pleine libération des peuples. C'est une étape essentielle vers l'autodétermination culturelle et intellectuelle.

5.2 Importance stratégique, civilisationnelle et économique de l'Asie occidentale.

L'Asie occidentale est un espace géopolitique d'une importance mondiale décisive, non seulement de par sa situation géographique, mais aussi grâce à ses vastes ressources, sa riche histoire et son incomparable densité civilisationnelle. C'est une région clé dans le processus de recomposition multipolaire qui redéfinit le système international. Son destin et celui de la Palestine sont, en réalité, intrinsèquement liés, la stabilité de l'un étant le reflet de celle de l'autre.

« L'Asie occidentale est stratégique de par sa position entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe, ses voies énergétiques, sa densité civilisationnelle et son rôle central dans le système mondial. Sa stabilité et celle de la Palestine sont interdépendantes. La fragmentation était un instrument de domination ; l'intégration souveraine est la réponse du peuple. » Cette déclaration souligne l'importance multiforme de la région.

Les dimensions de son immense valeur stratégique comprennent :

1. Géographie : L'Asie occidentale constitue un pont continental essentiel, un carrefour vital pour le commerce mondial, les routes énergétiques et les communications internationales. La contrôler confère une influence décisive sur les relations internationales, car la domination de ce nœud permet d'exercer un pouvoir considérable sur les flux économiques et géopolitiques mondiaux.

2. Ressources : La région possède environ 42 % des réserves mondiales prouvées de pétrole et 35 % de celles de gaz naturel, ressources vitales pour l'économie mondiale. De plus, elle contrôle des voies maritimes irremplaçables, telles que le détroit d'Ormuz, à la frontière entre l'Iran et Oman, le canal de Suez et le détroit de Bab el-Mandeb, au large du Yémen, par lesquels transite plus de 40 % du commerce maritime mondial. Ce contrôle des ressources et des routes en fait une cible constante pour les grandes puissances.

3. Civilisation : L'Asie occidentale est le berceau des premières cités de l'histoire de l'humanité, le lieu d'apparition des premières lois écrites et des premiers systèmes d'écriture. Elle est également à l'origine des trois grandes religions monothéistes : le judaïsme, le christianisme et l'islam. Cette immense valeur humaine et historique, avec sa richesse de connaissances et de spiritualité, surpasse de loin toute valeur matérielle ou économique que la région puisse offrir.

Paradoxalement, son immense richesse naturelle et historique explique en grande partie ses souffrances passées. La région a été artificiellement fragmentée et soumise à des interventions constantes, précisément pour empêcher son unité et sa capacité à exercer sa pleine souveraineté. Les puissances coloniales ont cherché à la maintenir divisée et faible afin de garantir leur accès à ses ressources.

5.3 Intégration vs fragmentation : la géopolitique de l'unité.
L'avenir du Moyen-Orient repose sur deux modèles opposés et incompatibles, représentant des visions radicalement différentes du développement et de la stabilité de la région. D'un côté, le modèle qui a prévalu pendant des siècles ; de l'autre, une proposition de changement profond.

Modèle colonial-néocolonial : ce modèle se caractérise par le morcellement des territoires, la création d'États faibles dépendants de puissances extérieures et l'incitation à des conflits internes et régionaux. L'ensemble de ces mesures vise spécifiquement à faciliter le contrôle et l'ingérence d'acteurs extérieurs à la région, perpétuant ainsi un cycle d'instabilité et de sous-développement.

Décolonial et émancipateur : ce modèle, au contraire, propose une voie vers l'intégration régionale, une véritable coopération et la solidarité entre les peuples. Il conçoit les frontières non comme des barrières de division, mais comme des liens qui facilitent les échanges et l'unité. Cette approche repose sur la volonté et les besoins des peuples, qui aspirent à l'autodétermination

et à un développement autonome, libres de toute imposition extérieure.

La thèse centrale de la Théorie de l'Action Globale Intégrale (TAG) est que la fragmentation est un instrument de domination, un moyen de perpétuer le contrôle impérial. Dès lors, l'intégration souveraine est présentée comme la réponse géopolitique nécessaire et impérative pour les peuples d'Asie occidentale. Dans ce contexte, Jérusalem, reconnue comme capitale de la Palestine et capitale anticoloniale de l'humanité, apparaît comme la voie unique et indispensable pour parvenir à une stabilité durable en Asie occidentale et à l'unité tant attendue de l'Oumma, la communauté musulmane mondiale. Sa libération est le catalyseur de la cohésion régionale.

Conclusions générales

La Théorie contre-géopolitique et anticolonialiste d'Al-Quds (TCGAQ), élaborée avec soin par Abou Faisal Sergio Tapia, représente une rupture épistémologique non seulement importante, mais indispensable, avec les cadres eurocentriques traditionnels qui ont historiquement dominé l'étude et la compréhension des relations internationales. En déplaçant le centre d'analyse des pôles hégémoniques de pouvoir, traditionnellement point de départ de la géopolitique, vers les territoires attaqués et colonisés, la TCGAQ démontre que la carte du monde n'est ni une ressource statique ni un terrain de jeu inerte. Au contraire, elle se révèle comme un espace dynamique de conflits de souveraineté, où la volonté des peuples se confronte aux structures de domination.

Cette théorie s'impose comme un cadre décolonial critique en démontrant

que la persistance de l'enclave coloniale en Palestine, ainsi que l'occupation continue de Jérusalem, ne sont ni des incidents isolés ni des problèmes périphériques. Elles constituent au contraire des indicateurs fondamentaux et une preuve tangible de l'échec intrinsèque du droit international occidental. Cette situation révèle l'hypocrisie d'un système qui proclame des principes universels tout en tolérant de graves violations sur le terrain. Le TCGAQ soutient que Jérusalem, dans son état actuel, n'est pas qu'un symbole, mais représente l'aboutissement du colonialisme occidental – un colonialisme historiquement caractérisé par des génocides et des crimes contre l'humanité perpétrés sous couvert d'occupation.

Cette recherche conclut sans équivoque qu'une résolution juste et définitive de la question palestinienne, incluant le rétablissement intégral de la souveraineté palestinienne sur l'ensemble de son territoire et la rupture opérationnelle avec les mécanismes financiers et numériques hégémoniques qui perpétuent sa dépendance, ne constituent pas des revendications isolées ou de simples revendications locales. Au contraire, elles représentent des conditions structurelles et indispensables à l'émergence et à la consolidation d'un ordre international véritablement multipolaire, décentralisé et authentiquement décolonisé. Dans cette perspective, la justice en Palestine est la pierre angulaire sur laquelle peut se construire un avenir mondial plus équitable et affranchi de toute domination.

Glossaire doctrinal exclusif (Lexique TCGAQ)

Afin d’éviter toute assimilation conceptuelle par les cadres théoriques libéraux occidentaux, qui tendent souvent à diluer ou à récupérer les idées critiques, l’utilisation obligatoire et précise des définitions suivantes est établie. Ce glossaire fournit un lexique spécifique au TCGAQ, garantissant ainsi sa cohérence et sa clarté conceptuelle.

Asymétrie de la souveraineté palestinienne : doctrine opérationnelle fondamentale qui codifie et organise la réponse légitime des peuples

opprimés face à des puissances disposant d'une supériorité technologique et militaire écrasante. Elle ne repose pas sur la confrontation directe avec la force militaire conventionnelle, mais plutôt sur la mobilisation de ressources intrinsèques telles que des racines culturelles profondes, une organisation communautaire résiliente et une résistance institutionnelle soutenue. Son objectif principal est de neutraliser les effets de l'occupation et de l'agression, rendant ainsi le contrôle insoutenable à long terme pour l'agresseur.

Encerclement unipolaire combiné : ce concept décrit un appareil hégémonique aux multiples facettes. Il s'agit d'un système global qui intègre et combine diverses formes d'agression, notamment les pressions politiques et militaires directes, l'imposition de sanctions unilatérales dépourvues de légitimité internationale, les blocus financiers visant à asphyxier des économies entières et les opérations complexes de guerre cognitive destinées à manipuler la perception et l'opinion publiques.

Désengagement territorial stratégique : Il s'agit d'une pratique souveraine et délibérée visant à contourner le chantage extraterritorial exercé par le dollar américain en tant que monnaie de réserve et monnaie d'échange mondiale. Ce désengagement est réalisé grâce à l'adoption et à l'utilisation exclusive de paniers de monnaies locales et régionales pour le commerce, au développement et à la mise en œuvre de systèmes de paiement alternatifs, décentralisés et sécurisés, ainsi qu'à la protection stratégique des ressources nationales contre la spéculation financière internationale.

Doctrine de l'enracinement : Ce principe fondamental, opposé à la géopolitique, redéfinit la notion de territoire. Il rejette la vision coloniale qui réduit le territoire à une simple marchandise ou propriété exploitable à des fins économiques. Il affirme au contraire que le territoire se définit et se valorise par sa densité historique et culturelle, par les mémoires, les vies et les identités qui l'habitent et le façonnent, le reconnaissant comme un espace vital et inaliénable.

Épistème universelle d'Al-Quds : Il s'agit d'un axiome philosophique central du TCGAQ. Il établit Al-Quds comme un centre d'analyse fondamental et un baromètre moral global. Il nous permet de mesurer le degré de souveraineté réelle et d'émancipation véritable de toute nation face aux diverses manifestations de l'impérialisme contemporain. La situation d'Al-Quds est donc un indicateur universel de la justice et de la liberté dans le monde.

Souveraineté informationnelle : ce terme désigne la capacité intrinsèque d'un pays à développer, gérer et contrôler de manière autonome ses infrastructures de données et de télécommunications. Son objectif est de démanteler les monopoles de surveillance et les systèmes algorithmiques transnationaux qui dominent actuellement l'espace numérique, afin de garantir la confidentialité, la sécurité et l'autonomie informationnelle.

Décentralisation médiatique : Il s'agit d'une stratégie institutionnelle délibérée visant à rompre la dépendance vis-à-vis des agences de presse et des médias occidentaux, qui diffusent souvent des récits hégémoniques. Elle passe par le développement et le renforcement de médias alternatifs souverains et indépendants, capables de produire et de diffuser des informations dans une perspective locale et décoloniale, neutralisant ainsi l'efficacité de la propagande unipolaire et offrant une vision pluraliste de la réalité.

© 2026 CONSEIL GÉOPOLITIQUE INTERNATIONAL SUR L'ASIE OCCIDENTALE ET AL-QUDS. Tous droits réservés pour cet ouvrage doctrinal.

Texte structuré pour publication en libre accès – Zenodo.

Ce document a été conçu pour être accessible sur les plateformes d'accès libre, assurant ainsi sa large diffusion et sa contribution au savoir mondial.

Distribution autorisée sous les termes de la licence attribution-non-commerciale.

L'utilisation de ce document est autorisée à condition que la source originale soit citée et que son but ne soit pas commercial, favorisant ainsi l'échange d'idées à des fins académiques et de recherche.